

“On ne peut pas utiliser la démocratie contre l'état de droit”

Union européenne Cela vaut en Pologne comme en Catalogne, souligne le n°2 de la Commission, Frans Timmermans.

Entretien Maria Udrescu et Olivier le Bussy

Le premier vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, était l'hôte des Grandes conférences catholiques, à Bruxelles, lundi dernier. Il y a donné un exposé intitulé “Les valeurs font l'Union. Sans valeurs, pas d'Union”. Un thème que le Néerlandais connaît particulièrement bien, puisqu'il a reçu du président Juncker la charge de veiller au respect de l'état de droit et de la Charte européenne des droits fondamentaux. Il a accordé à “La Libre” un entretien sur ce sujet et s'est également exprimé sur la crise catalane et l'avenir de l'Union.

En quoi les valeurs de l'Union européenne lui sont-elles particulières ? Diffèrent-elles de celles d'autres démocraties occidentales ou même des Etats membres ?

(L'écrivain et homme politique espagnol) Jorge Semprun a dit que l'Europe est née à Buchenwald. C'est cette histoire que nous avons en commun en tant qu'Européens. Une partie de l'Europe, la nôtre, est sortie de cette histoire libre. Une autre partie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, a souffert de dictatures de droite; les pays de l'autre côté du rideau de fer de l'oppression soviétique. Nous qui avons eu la chance d'être libres, nous nous sommes dit qu'il fallait éviter de retomber dans le piège du nationalisme. Pour cela, il faut respecter l'équilibre entre trois principes : l'état de droit, la démocratie et les droits de l'homme. On ne peut pas les utiliser les uns contre les autres. En Allemagne nazie, on a utilisé la démocratie pour mettre fin aux droits de l'homme et démanteler l'état de droit. On a vu, sous l'influence de l'Union soviétique, en Europe de l'Est, qu'on a démantelé la démocratie et les droits de l'homme en utilisant un certain état de droit, des Constitutions créées à Moscou. Ce qui nous rend conscients de notre sort commun, c'est notre histoire commune.

La politique n'est rien d'autre que l'attente de résoudre les problèmes perçus par les gens. On veut que nos enfants puissent aller à l'école sur la base de leurs talents et pas sur celle de la fortune de leurs parents; qu'il existe un filet social; que l'écart entre les riches et les pauvres ne soit pas trop important. Cela pris ensemble forme un mo-

dèle typiquement européen qui n'est pas le modèle nord américain. Ce qui nous distingue, c'est l'équilibre entre ces valeurs, qui varie à travers les Etats membres, en fonction de notre culture et de notre histoire.

Ces valeurs sont pourtant contestées, et même menacées, par les gouvernements hongrois et polonais, qui prônent une démocratie “illibérale”...

Je crois que la question la plus fondamentale que se posent les gens dans nos sociétés – on l'a vu dans le débat sur le Brexit – c'est : comment puis-je regagner le contrôle sur mon destin ? Mes enfants auront-ils un boulot ? Ai-je un moyen d'arrêter ou de faire tourner en ma faveur la mondialisation qui perturbe tout ? Avec ces migrants qui arrivent avec une culture différente, que va-t-il advenir de ma propre culture ? Les populistes et les nationalistes exploitent ces inquiétudes en prétendant qu'eux savent comment leur rendre le contrôle : en écartant ceux qui ne sont pas comme nous, en mettant fin à ce mouvement libéral, socialiste, qui défend l'égalité entre les hommes et les femmes, en revenant à notre culture d'origine, parce qu'on était tellement heureux dans les années 50. Ils promettent un futur calqué sur une fausse image du passé. On oublie des libertés qui sont une évidence pour créer un nouvel opium du peuple : la nostalgie. Moi je suis un nostalgique, j'aime penser à mes racines. Mais la nostalgie est comme un bon vin, on prend un verre ou deux, pas une bouteille entière, parce qu'alors on délire. La menace est que, pour survivre, les partis traditionnels reprennent la tactique des populistes.

Mais pourquoi ces pays-là prennent-ils semblable tournant, alors qu'ils ont beaucoup bénéficié de leur adhésion à l'Union ?

C'est l'image qui est projetée par certains partis politiques en Hongrie et en Pologne, mais pas seulement. M. Strache en Autriche, l'AFD en Allemagne, M^{me} Le Pen en France, M. Farage en Grande-Bretagne, M. Wilders aux Pays-Bas tiennent tous le même discours. Les populistes nationalistes ne sont d'accord sur rien, si ce n'est sur une chose : ils ont l'Europe en horreur. Parce que l'Europe c'est cet équilibre entre la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit. Dans leur vision, la seule chose qui compte c'est la démocratie. S'ils gagnent une élection, ils estiment avoir le droit de gérer l'Etat, de l'organiser d'une façon qui reflète uniquement leur position. L'“illibéralisme” c'est le refus d'accepter la sé-

“La politique n'est rien d'autre que l'attente de résoudre les problèmes perçus par les gens.”

“Les populistes nationalistes ne sont d'accord que sur une chose : ils ont l'Europe en horreur.”

paration des pouvoirs. Le président polonais m'a attaqué cette semaine en disant "Timmermans parle toujours de l'état de droit, mais nous on fait une transformation sur base de la démocratie". Sauf

qu'on ne peut pas utiliser la démocratie contre l'état de droit. Si un pouvoir croit que perdre une élection, c'est tout perdre, il fera tout pour contrôler les médias, la justice, pour éviter un échec électoral.

Quid si Varsovie refuse de corriger les points de la réforme de l'appareil judiciaire qui posent problème ? L'UE n'est-elle pas désarmée face à un Etat

qui refuse de suivre les règles ?

Si deux équipes de foot refusent de suivre l'arbitre, il n'a pas de char à sa disposition. Nous n'en avons pas non plus. Nous avons des instruments et la Commission n'hésitera pas à les utiliser. Mais la position des Etats membres dans cette affaire est très importante. Je perçois une réelle détermination de plusieurs d'entre eux pour dire clairement que c'est inacceptable. Cela peut vraiment avoir une influence. Même si, en fin de compte, le problème d'un pays ne se résout que dans ce pays.

Le respect des droits de l'homme n'a-t-il pas été mis à mal dans l'Union, pendant la crise des réfugiés ?

Si je peux créer une situation où l'accueil se fait dans des conditions acceptables, où les enfants ont accès à l'éducation, à des services médicaux en Turquie, au lieu de voir des gens noyés en mer Egée ou en Méditerranée, je préfère la première option. Ce qui a réellement porté atteinte aux droits de l'homme ce sont les opérations des passeurs. Mais si on veut qu'une majorité d'Européens reste disposée à accueillir des réfugiés, il faut régler la question des migrants. Il faut mettre fin à la migration irrégulière de gens qui n'ont pas droit à la protection - ils ont bien sûr droit à une vie meilleure, mais on n'a pas l'obligation de leur donner la protection des réfugiés. Il faut mettre un terme aux opérations des passeurs, il faut organiser un accueil respectueux des droits de l'homme dans les pays de la région et il faut trouver une politique d'immigration régulière et légale. On ne peut pas avoir une migration illimitée en Europe parce que cela casserait nos systèmes sociaux.

Mais peut-on réellement protéger les droits des migrants en coopérant avec la Libye ?

C'est très compliqué. Il y a eu et il y aura encore des scènes horribles en Libye. La seule solution est de convaincre les gens de ne pas prendre le risque de traverser le Sahara et la Libye, leur donner une perspective favorable, là où ils se trouvent. Pour cela, il faut mettre cet argent sur la table. Il y a une responsabilité des Etats membres. Il faut aussi être présent en Libye. Pas seulement l'Union européenne et les Etats membres, mais surtout le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) et l'Organisation mondiale de la migration, qui peuvent organiser des camps de réfugiés avec des standards acceptables. En plus, cela nous donne la possibilité d'identifier les réfugiés qu'on veut accueillir en Europe pour éviter qu'ils ne tombent dans les mains des passeurs.

Bio express

► **Frans Timmermans** est né le 6 mai 1961 à Maastricht. Il est marié et père de quatre enfants.

► **Le Néerlandais a passé une partie de son enfance à Bruxelles**, suivi une partie de son cursus secondaire à Rome avant d'étudier la littérature française à l'Université de Nimègue. Il a complété son cursus universitaire en littérature française et droit européen à Nancy, en France.

► **Outre le néerlandais**, et plusieurs dialectes limbourgeois, il parle le français, l'anglais, l'allemand, l'italien et le russe.

► **Il a entamé une carrière de diplomate**, qui l'a notamment mené à Moscou. Il a été membre du cabinet du commissaire européen Hans van den Broek et a travaillé à la Commission et à l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe.

► **Membre du Parti du travail** (PvdA, social-démocrate), il a été député à la Chambre basse du Parlement néerlandais de 1998 à 2007 et de 2008 à 2012. Il a été ministre des Affaires européennes de 2007 à 2010.

► **Il a été ministre des Affaires étrangères** des Pays-Bas de 2012 à 2014.

► **Il est premier vice-président de la Commission européenne** en charge de l'état de droit et des droits fondamentaux, des Relations interinstitutionnelles et de l'Amélioration de la législation depuis novembre 2014.

rôle à jouer pour résoudre cette crise ?

Dans un Etat membre où l'état de droit est complètement respecté, où il n'y a pas d'atteinte aux droits de l'homme et des citoyens, où la justice est indépendante, où il y a une séparation des pouvoirs, où il n'y a pas d'oppression des minorités, il n'y a pas de raison pour qu'une région mène un débat en dehors de l'état de droit. L'action politique doit se mener dans le cadre du droit. On peut contester la Constitution, on peut essayer de changer la Constitution, on ne peut pas ignorer la Constitution. Voilà la position de la Commission. Il n'y a aucune raison pour que le dialogue ne puisse pas se mener tout de suite entre le gouvernement espagnol et le gouvernement régional catalan, il n'y a aucun besoin d'une médiation internationale quelle qu'elle soit. La seule chose dont on a besoin c'est une volonté politique. En tout cas, le gouvernement espagnol a dit

“Il n’y a pas besoin d’une médiation internationale en Catalogne”

Vous avez insisté sur la nécessité de respecter l'état de droit également dans le cadre de la crise catalane. Cette crise interne à l'Espagne n'est-elle pas aussi européenne, étant donné qu'elle peut potentiellement déstabiliser politiquement et économiquement un Etat membre important ? L'UE n'a-t-elle pas un

“Notre message est que la violence n'est jamais une solution dans une confrontation politique et en même temps que la solution est dans le cadre institutionnel espagnol.”

clairement : "Écoutez, dans le cadre de l'ordre constitutionnel, tout est possible." Je trouve que c'est une position raisonnable.

La crise catalane couve depuis longtemps. M. Rajoy n'a-t-il pas fait comme si le problème allait se régler de lui-même, pendant trop longtemps ? L'UE doit-elle envoyer des messages aux deux parties pour dire que le problème interne peut devenir un problème pour tout le monde ?

Notre message était assez clair : on a dit que la violence n'est jamais une solution dans une confrontation politique, après les événements de dimanche. En même temps, on dit que les solutions se trouvent dans le cadre de l'ordre constitutionnel espagnol. Ce n'est pas un conflit international, ce n'est pas un conflit européen, mais un conflit interne de

l'Espagne. Et toute cette image d'un peuple catalan qui se confronte avec un autre peuple espagnol est un peu exagérée. Tous les Espagnols sont inquiets. Les gens sont descendus dans les rues pour dire : "Parlons". A Barcelone, des gens sont descendus dans les rues pour dire "Je suis catalan, je suis espagnol, et je n'y vois aucune contradiction". Le débat est nuancé. Et encore une fois, j'insiste, il n'y a aucune raison de dire que les parties ne peuvent pas s'asseoir autour d'une table et avoir un dialogue, bien sûr en acceptant l'état de droit.

On vous a accusé de doubles standards, de réagir dans le cas de la Pologne ou de la Hongrie, mais pas dans le cas de l'Espagne. Après le Brexit, M. Juncker a reçu Mme Sturgeon (la leader nationaliste écossaise, NdlR), mais il n'y a pas de contact direct avec le président de l'exécutif catalan, M. Puigdemont. Comment expliquez-vous cette différence de traitement ?

Tout ce qu'on fait en Ecosse, on le fait dans le cadre de l'Etat de droit. Voilà la différence. Que ce soit dans le cas de la Pologne, de la Hongrie ou l'Espagne, j'insiste toujours sur le même état de droit. Respectez la Constitution et les lois.

Lire la suite de cet entretien en page 24.

"Tout n'est pas réglé en Europe parce que Le Pen a perdu"

Le scénario privilégié pour l'avenir de l'Union par le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, c'est que les Vingt-sept avancent tous ensemble. Est-ce réaliste ? Ou est-ce que la Commission ne peut pas dire autre chose, en tant qu'institution communautaire ?

Premièrement, tous les Vingt-sept se sont alignés sur la déclaration de Bratislava, puis celle de Rome. En général, on est d'accord. Mais quand on en vient aux points spécifiques, il y a des différences. Ce que Jean-Claude Juncker veut éviter à tout prix c'est un clivage entre deux parties de l'Europe, comme entre le Nord et le Sud. C'est pour ça qu'il s'est engagé tellement pour aider la Grèce à sortir de cette crise de l'euro. Il a vraiment fait ça en tant qu'Européen. Et avec la crise migratoire, il veut éviter un clivage permanent entre l'Est et l'Ouest. Voilà ce qui explique son discours. Mais que des pays avancent à plusieurs vitesses, cela fait déjà partie de l'UE, ça fera davantage partie de l'UE dans le futur. Ce n'est pas un clivage entre Est et Ouest, parce que par exemple les pays baltes et la Slovaquie feront toujours partie de la première vague. Il y aura peut-être des pays occidentaux qui n'auront pas le même sentiment d'urgence que la France. Certains pays, surtout dans l'est de l'Europe, nous disent "On ne veut pas d'une Europe à plusieurs vitesses". Très bien, alors soyez parmi les premiers. Il faut se mettre d'accord sur le fait qu'on a besoin de plus d'Europe dans certains domaines. Comme l'a dit (le président français) Macron, la souveraineté a une dimension européenne. Si dans un monde qui se globalise tellement vite, la souveraineté nationale ne donne pas assez de pouvoir à un Etat pour agir au bénéfice de ses citoyens, il faut l'organiser à une autre échelle. Seule l'Europe unie peut influencer la direction de la mondialisation. Sinon, ce sera fait par les Chinois et les Américains. C'est une vision que je partage à 100 %.

Pour relancer l'Union, c'est maintenant ou jamais ? C'est vraiment la Commission de la dernière chance comme Emmanuel Macron est le président français de la dernière chance ?

"Vous ne voulez pas d'une Europe à plusieurs vitesses ? Alors, montez dans le premier wagon."

Oui. Il y a toujours une instabilité politique partout. Je crois que notre démocratie vit une crise assez persistante. Je ne suis pas de ceux qui disent "Le Pen a perdu, maintenant tout est en ordre". Si on ne crée pas une vraie convergence dans notre société, les divergences serviront les populistes et les nationalistes partout. Ils représentent une force politique avec laquelle il faudra composer longtemps. Il faut développer le sentiment du patriotisme européen, le sentiment que nous sommes fiers de notre culture, de notre société, mais qu'on n'a pas peur d'autrui et qu'on n'a pas besoin de trouver des ennemis. C'est comme ça qu'une société européenne avec toutes ses différences peut fonctionner. Le populisme et le nationalisme ont toujours besoin de colère, d'ennemis, de confrontation. C'est une voie à sens unique. Le nationalisme n'apporte aucune solution dans un monde qui se globalise, donc on trouve un bouc émissaire. C'est pour ça que François Mitterrand disait : le nationalisme, c'est la guerre.

A Londres, d'aucuns commencent à reparler d'un Brexit sans accord avec l'UE. C'est du bluff ?

Je crois qu'au début cette perspective était réelle. Mais, comme disent les Anglais "reality bites" ("Ils sont rattrapés par la réalité, NdlR). Ils constatent que c'est légèrement plus compliqué que cela. Je vois quand même une prise de conscience, le secteur privé s'exprime clairement, les banques indiquent quelles sont les conséquences sérieuses pour l'économie britannique. Et puis il y aura une prise de conscience dans la société, avec des gens qui diront : mais vous n'avez jamais dit que le Brexit aurait cet effet, vous avez promis une chose merveilleuse, que se passe-t-il maintenant ? C'est très difficile de comprendre leur tactique actuelle. Notre responsabilité en tant que Commission est d'assurer une position unie des Vingt-sept. Du point de vue moral, on est sous obligation d'éviter des conséquences néfastes pour tout le monde. C'est un peu la position d'Hippocrate en médecine : ne pas nuire. Il n'y a pas d'attitude punitive chez les Etats membres.